

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/16/Add.1

23 juin 1997

(97-2768)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA NORVEGE

Réponses aux questions concernant l'échange de renseignements
prescrit par le mandat de négociation sur les subventions

Addendum

La communication ci-après est distribuée à la demande de la délégation norvégienne aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS.

PROGRAMMES/REGIMES DE SUBVENTIONS DE LA NORVEGE EN RAPPORT AVEC LE COMMERCE DES SERVICES

Le premier document joint traite des programmes/régimes de subventions existants qui se rapportent à toutes les catégories de secteurs (y compris les services). Les données statistiques disponibles ne permettent pas de préciser le montant des subventions versées à ce titre.

Le second document joint traite des programmes/régimes de subventions existants qui se rapportent exclusivement aux services.

Remarques générales sur la durée et la base légale de la subvention:

Les mesures de soutien sont généralement décidées par le Storting (le Parlement) chaque année sur la base du projet de budget du gouvernement. Toutes les décisions budgétaires sont prises pour un seul exercice. Dans le second document joint, d'autres lois particulières sont mentionnées s'il y a lieu. La durée de la subvention est indiquée lorsqu'il s'agit de régimes ou de programmes explicitement limités dans le temps. Dans les autres cas, l'expression "la durée n'a pas été précisée" est utilisée.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Accord sur l'Espace économique européen (l'Accord sur l'EEE), le Storting norvégien et le gouvernement ont adopté la Loi n° 117 du 27 novembre 1992 sur les aides de l'Etat et les règlements s'y rapportant concernant la mise en oeuvre des dispositions relatives aux aides de l'Etat de l'Accord sur l'EEE.

I

1. PROGRAMMES DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

1.1 Programmes et projets de R&D concernant l'industrie

1.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie alloue des crédits au Conseil norvégien pour la recherche (NFR), lequel administre le programme.

1.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

La subvention est accordée au titre du budget annuel de l'Etat approuvé par le Parlement, et des statuts du Conseil norvégien pour la recherche.

1.1.3 Objectif général de la subvention

Recherche-développement.

1.1.4 Forme de la subvention

Dons.

1.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Toutes les entreprises sont admises à en bénéficier, quels que soient le secteur, la région où se situe l'entreprise ou la taille de celle-ci.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les coûts ouvrant droit à une aide sont les suivants: coûts de personnel, coûts des matériels et fournitures liés à la R&D, coûts des instruments et équipements, coûts des services de consultation, etc. Seuls les coûts directement liés à la réalisation des projets sont admis à bénéficier de cette aide. Aide maximale: 50 pour cent pour la recherche industrielle fondamentale et 25 pour cent pour la recherche appliquée et le développement. Les PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide additionnelle de 10 points de pourcentage. Le Conseil norvégien pour la recherche est autorisé à publier les titres des projets, le montant de sa participation financière, une brève description du projet et les résultats obtenus. Les projets financés par d'autres programmes d'aide publique ne bénéficient normalement pas du soutien du Conseil norvégien pour la recherche. Lorsqu'ils en bénéficient, les plafonds des aides mentionnées ci-dessus s'appliquent à l'aide combinée.

1.1.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1991. La durée n'a pas été précisée.

1.1.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

1.2 Contrats publics de recherche-développement

1.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds norvégien de développement industriel et régional (SND) est chargé de l'administration de ce programme.

1.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat.

Directives relatives aux contrats publics de R&D et aux contrats de R&D concernant l'industrie, approuvées par le Ministère de l'industrie et de l'énergie le 30 mars 1995.

1.2.3 Objectif général de la subvention

Renforcer la capacité des industries norvégiennes de satisfaire les besoins des entités publiques.

Améliorer la qualité et l'efficacité des services fournis par les entités publiques en mettant en oeuvre des technologies nouvelles et améliorées.

1.2.4 Forme de la subvention

Dons.

1.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

Un contrat public de R&D est un accord conclu entre une entreprise norvégienne et un service public qui demande de mettre au point un produit ou un procédé nouveaux. Le bénéficiaire de la subvention est le producteur. Les projets doivent porter sur un élément effectivement nouveau.

Les projets relèvent pour la plupart de la recherche industrielle fondamentale et/ou de la recherche appliquée.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les coûts ouvrant droit à la subvention sont les suivants: coûts de personnel, frais généraux, dépenses courantes, coûts des services de consultation et services analogues, coûts des instruments et équipements. Seuls les coûts directement liés à la réalisation de projets ouvrent droit à cette aide. Aide maximale: 50 pour cent pour la recherche industrielle fondamentale et 25 pour cent pour la recherche appliquée et le développement. Les PME (un maximum de 250 salariés et un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide additionnelle de 10 points de pourcentage.

1.2.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1968. La durée n'a pas été précisée.

1.2.7 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

1.3 Contrats de R&D concernant l'industrie

1.3.1 Autorité compétente

Le programme est administré par le Fonds norvégien de développement industriel et régional (SND) pour le compte du Ministère de l'industrie et de l'énergie.

1.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat approuvé par le Parlement.

Directives relatives aux contrats publics de R&D et aux contrats de R&D concernant l'industrie, approuvées par le Ministère de l'industrie et de l'énergie le 30 mars 1995.

1.3.3 Objectif général de la subvention

Favoriser la R&D dans l'industrie (mise au point de produits) et les liens commerciaux (réseau).

1.3.4 Forme de la subvention

Dons.

1.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les projets ouvrant droit à la subvention sont les projets de coopération en matière de R&D entre des entreprises privées - un client principal et un sous-traitant moins important.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les aides sont limitées aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) qui s'engagent en partenariat dans de nouvelles activités économiques. La subvention est accordée pour des projets de recherche appliquée-développement, à concurrence de 35 pour cent du coût du projet.

Les coûts ouvrant droit à une aide sont les suivants: coûts de personnel, frais généraux, dépenses courantes, coûts des services de consultation et services analogues, coûts des instruments et équipements. Seuls les coûts directement liés à la réalisation des projets sont admis à ce titre.

L'aide est accordée à condition qu'elle soit nécessaire pour lancer et réaliser un projet.

1.3.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1994. La durée n'a pas été précisée.

1.3.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2. AIDE AUX REGIONS DEFAVORISEES

2.1 Aides régionales à l'investissement

2.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional et de 15 municipalités de comtés.

2.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Loi n° 97 de juillet 1992;
- Règlement de mars 1995 sur les mesures régionales administrées par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et par les municipalités des comtés;
- Règlement de mars 1995 sur les régions admises à bénéficier d'une aide régionale;
- Budget annuel de l'Etat.

2.1.3 Objectif général

Aide régionale: création d'emplois, activités économiques permanentes et rentables dans des régions connaissant des problèmes particuliers d'emploi ou un faible niveau d'activité économique.

2.1.4 Forme de la subvention

Dons ou prêts (quelques cas).

2.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans des régions bénéficiant d'une aide au titre de la politique régionale. Tous les secteurs sont visés, à l'exception de la production primaire de l'agriculture, des forêts et de la pêche et des secteurs de l'extraction et du raffinage du pétrole.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Il existe trois catégories de zones bénéficiant d'une aide. Dans la zone A, le plafond général de l'aide ne doit pas dépasser 35 pour cent des dépenses ouvrant droit à cette aide. Toutefois, les PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus) peuvent bénéficier d'un plafond majoré de 15 points de pourcentage. Dans la zone B, le plafond général ne doit pas dépasser 25 pour cent des dépenses, les PME pouvant cependant bénéficier de 5 points de pourcentage supplémentaires. Enfin, dans la zone C, le plafond ne doit pas dépasser 15 pour cent des dépenses et les PME peuvent bénéficier d'un plafond majoré de 10 points de pourcentage. Si l'aide à l'investissement est combinée avec d'autres mesures comportant une aide/subvention de l'Etat, le montant total de l'aide ne doit pas excéder les plafonds généraux applicables dans les différentes zones.

2.1.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1966. La durée n'a pas été précisée.

2.1.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d' aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.2 **Aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie**

2.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional et de 15 municipalités de comtés.

2.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 97 de juillet 1992

- Règlement de mars 1995 sur les mesures régionales administrées par le Fonds norvégien du développement industriel et régional et par les municipalités des comtés;
- Règlement de mars 1995 sur les régions admises à bénéficier d'une aide régionale;
- Budget annuel de l'Etat.

2.2.3 Objectif général de la subvention

Aide régionale: création d'emplois, activités économiques permanentes et rentables dans des régions connaissant des problèmes particuliers d'emploi ou un faible niveau d'activité économique.

2.2.4 Forme de la subvention

Dons ou prêts (quelques cas).

2.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans des régions bénéficiant d'une aide au titre de la politique régionale. Tous les secteurs sont visés, à l'exception de la production primaire de l'agriculture, des forêts, de la pêche et des secteurs de l'extraction et du raffinage du pétrole.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

La subvention concerne les coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement) et/ou des projets de recherche-développement. Les subventions accordées au titre des "prêts consentis à des conditions de faveur" ne doivent pas excéder 50 pour cent des coûts ouvrant droit à subvention et se limitent aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus). Dans les cas où les coûts concernent des activités de recherche-développement, les grandes entreprises peuvent bénéficier d'une aide à concurrence de 25 pour cent des coûts admis. Pour le même type d'activités, les PME peuvent bénéficier d'une subvention ne dépassant pas 40 pour cent des coûts admis.

2.2.6 Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'institution: 1983. La durée n'a pas été précisée.

2.2.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.3 Programme de restructuration des régions dépendant d'une seule branche de production

2.3.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail. Le programme est administré par les municipalités locales et par le Fonds norvégien de développement industriel et régional.

2.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat (Ministère de l'administration locale et du travail, chapitre 552.56).

Règlement d'avril 1993 (H-21/93).

2.3.3 Objectif général de la subvention

Restructuration: création d'emplois dans des régions où une entreprise ou une branche de production principale réduit radicalement l'emploi ou cesse toute activité.

2.3.4 Forme de la subvention

Dons.

2.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises des municipalités qui dépendent d'une seule branche de production ou d'une seule entreprise.

Les autres critères applicables pour l'octroi de la subvention sont les mêmes que pour les "aides régionales à l'investissement" et pour les "aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrées par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et les municipalités des comtés.

2.3.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1987. La durée n'a pas été précisée.

2.3.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.4 Association norvégienne des domaines industriels et du développement industriel (SIVA)

2.4.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire de l'Association norvégienne des domaines industriels et du développement industriel (SIVA).

2.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget de l'Etat (Ministère de l'administration locale et du travail, chapitre 552.55).

Règlement du 27 novembre 1992 concernant la SIVA.

Lettres du 28 mars 1995 et du 9 janvier 1996 du Ministère de l'administration locale et du travail à la SIVA.

2.4.3 Objectif général de la subvention

Objectif premier: aide régionale. Objectif secondaire: soutien aux petites et moyennes entreprises.

2.4.4 Forme de la subvention

Dons.

2.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus). Elle est avant tout destinée aux industries manufacturières situées dans des zones bénéficiant d'une aide.

La subvention concerne les coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement).

La subvention maximale qui est accordée représente 50 pour cent des coûts admis.

2.4.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1992. La durée n'a pas été précisée.

2.4.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.5 Programmes nationaux de développement régional (chapitre 552.53)

2.5.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et de l'emploi, dans la plupart des cas par l'entremise d'organes administratifs intermédiaires.

2.5.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat et circulaire H-11/95 du Ministère de l'administration locale et de l'emploi.

2.5.3 Objectif général de la subvention

Régional. Parmi les objectifs importants figure la création de nouvelles structures et de nouveaux moyens de collaboration entre les centres de R&D et les PME privées.

2.5.4 Forme de la subvention

Dons.

2.5.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée principalement aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) du secteur privé situées dans des zones bénéficiant d'une aide. Elle est utilisée en majeure partie pour soutenir l'infrastructure en matière de R&D. Une entreprise ne peut bénéficier de ce soutien que si elle participe à un programme pluriannuel de coopération d'intérêt national plus large.

Les autres critères applicables pour l'octroi de la subvention aux entreprises sont les mêmes que pour les "aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrées par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et par les municipalités de comtés.

2.5.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1986. La durée n'a pas été précisée.

2.5.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.6 Fonds pour la restructuration de la région de Rana

2.6.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds industriel et régional norvégien est chargé de l'aide aux entreprises privées. Deux institutions locales participent également au programme.

2.6.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 113 (1987-1988) soumise au Storting, "Om Rana og Norsk Jernverk A/S".

2.6.3 Objectif général de la subvention

Restructuration régionale: favoriser des activités industrielles nouvelles et créer des emplois dans les secteurs public et privé. L'industrie norvégienne de l'acier a été restructurée en 1988-1989. Cette restructuration a affecté la région de Rana, dans le comté de Nordland, et entraîné une réduction considérable de l'emploi.

2.6.4 Forme de la subvention

Dons.

2.6.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans la région de Rana.

Les investissements de nature générale bénéficiant d'un soutien consenti aux mêmes conditions que les "aides régionales à l'investissement" administrées par le Fonds norvégien industriel et régional.

Il est également possible de subventionner la mise sur pied de nouveaux projets et la création d'entreprises par la prise de participation.

2.6.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1988.

2.6.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.7 Fonds pour la restructuration de la région de Sør-Varanger

2.7.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds norvégien industriel et régional administre les subventions accordées aux entreprises privées.

2.7.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 80 (1990-1991) soumise au Storting sur la restructuration de Sør-Varanger et A/S Sydvaranger.

2.7.3 Objectif général de la subvention

Restructuration régionale: favoriser des activités industrielles nouvelles et créer des emplois dans les secteurs public et privé. L'industrie minière norvégienne a fait l'objet d'une restructuration pendant la période allant de 1991 à 1996. Cette restructuration touche la région de Sør-Varanger, dans le comté du Finnmark, et entraîne une réduction considérable de l'emploi.

2.7.4 Forme de la subvention

Dons.

2.7.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées à Sør-Varanger, dans le comté de Finnmark.

Les investissements de nature générale et la mise sur pied de nouveaux projets bénéficient d'un soutien qui est accordé aux mêmes conditions que les "aides régionales à l'investissement et les aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrées par le Fonds norvégien industriel et régional.

2.7.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1991.

2.7.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.8 Société "Viking Business Development A/S"

2.8.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2.8.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 2 (1991-1992) soumise au Storting, "Omstilling i Askim".

2.8.3 Objectif général de la subvention

Restructuration dans une région où l'industrie est en déclin.

2.8.4 Forme de la subvention

Dons.

2.8.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises situées dans le comté d'Askim in Østfold sont économiquement viables.

La société "Viking Business Development A/S" cherche à créer de nouvelles activités en investissant en capital-risque dans des entreprises.

2.8.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er décembre 1991.

2.8.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une série de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3. AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

3.1 Aides au développement

3.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional (SND).

3.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 97 du 3 juillet 1992 sur le SND.

"Retningslinjer for Statens noerings- og distriktsutviklingsfonds landsdekkende virkemidler."

Lettre du Ministère de l'industrie et de l'énergie du 21 février 1995 au SND.

Budget annuel de l'Etat.

3.1.3 Objectif général de la subvention

Aide aux PME. Améliorer l'efficacité des entreprises.

3.1.4 Forme de la subvention

Dons.

3.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Le programme est essentiellement destiné aux PME. Tous les secteurs peuvent en bénéficier, à l'exception des assurances, du secteur bancaire et financier, des transports maritimes, de la prospection pétrolière et gazière, des administrations publiques et des entreprises commerciales du secteur public.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Subvention accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus):

- 50 pour cent au maximum des coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement);
- 35 pour cent au maximum des coûts admis pour les projets de recherche appliquée-développement; et
- 7,5 pour cent au maximum pour les investissements matériels (maximum 15 pour cent pour les petites entreprises).

Les grandes entreprises n'ont droit qu'à une aide maximale de 25 pour cent des dépenses admises pour des projets de R&D ou à une subvention de 50 000 écus au maximum, pendant trois ans dans l'un des cas définis ci-dessus.

3.1.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1993. La durée n'a pas été précisée.

3.1.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.2 **Système consultatif public**

3.2.1 Autorité compétente

Le Ministère norvégien de l'industrie et de l'énergie.

La subvention est administrée par les institutions suivantes:

- l'Institut national de technologie (TI);
- l'Institut de technologie et d'innovation de Norvège du Nord (VINN); et
- les services régionaux de consultation (BRT) (réseau établi à l'échelle nationale).

3.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 86 (1986-1987) soumise au Storting.

Décret royal du 19 février 1988.

Décret royal du 22 avril 1988.

Budget annuel de l'Etat.

3.2.3 Objectif général de la subvention

Transfert de compétences et de connaissances aux PME.

3.2.4 Forme de la subvention

Services gratuits ou partiellement gratuits.

3.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

L'Institut national de technologie et l'Institut de technologie et d'innovation de Norvège du Nord apportent aux PME des compétences et des connaissances techniques, tandis que les services régionaux de consultation fournissent une aide de caractère général.

Ces institutions ne subventionnent que les services destinés aux PME employant moins de 100 salariés et surtout à celles qui comptent moins de 20 salariés. Le montant maximum de l'aide pouvant légalement être accordée à une entreprise est de 50 000 écus sur trois ans, mais le niveau moyen n'est que de 10 000 couronnes norvégiennes.

3.2.6 Durée de la subvention

Le système consultatif public a été réorganisé en 1988. La durée de la subvention n'a pas été précisée.

3.2.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

4. PROMOTION DES EXPORTATIONS

4.1 Campagne en faveur des exportations, programme stratégique et programme de développement des exportations des PME

4.1.1 Autorité compétente

Le Ministère des affaires étrangères par l'intermédiaire du Conseil norvégien du commerce.

4.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Décret gouvernemental sur les Statuts du Conseil norvégien du commerce.

Budget annuel de l'Etat.

4.1.3 Objectif général de la subvention

Développement des affaires et promotion des exportations.

4.1.4 Forme de la subvention

Dons.

4.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

La subvention est accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus). Coûts subventionnés: dépenses liées à la participation à des foires commerciales, dépenses occasionnées par des études de marchés/enquêtes, des séminaires, dépenses de formation, honoraires de consultants. Pourcentage maximum de l'aide: 50 pour cent des dépenses y ouvrant droit. Pourcentage moyen: 25 pour cent.

4.1.6 Durée de la subvention

Date d'institution: campagne en faveur des exportations: 1969; programme de promotion des exportations des PME: 1986; programme stratégique: 1989. La durée n'a pas été précisée.

4.1.7 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé à toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

5. SUBVENTIONS AU SECTEUR DE LA PECHE

5.1 Aide au développement et à la rationalisation de l'industrie de la pêche

5.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

5.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement du 8 février 1995 sur l'aide au développement et à la rationalisation de l'industrie de la pêche.

Budget annuel de l'Etat.

5.1.3 Objectif général de la subvention

Domaines visés: 1) produits et techniques de transformation; 2) production en mer/sur terre intégrée (mer/terre); 3) développement de l'élevage d'espèces nouvelles.

5.1.4 Forme de la subvention

Dons.

5.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les particuliers, les entreprises et les organismes de recherche peuvent demander à bénéficier d'une aide.

Pour les grands projets, une participation de 50 pour cent est exigée des particuliers et des entreprises.

5.1.6 Durée de la subvention

Date d'institution: 1994. La durée n'a pas été précisée.

5.1.7 Effets de la subvention sur le commerce

Les effets sur le commerce, s'il en existe, sont très réduits en raison de la modicité des ressources engagées et du recours aux capitaux privés dans certains cas.

II

PROGRAMME SE RAPPORTANT EXCLUSIVEMENT AU COMMERCE DES SERVICES

1. Prière d'identifier tous les programmes de subventions en rapport avec le commerce des services et d'en fournir une description succincte.

Programme de remboursement d'impôts destiné aux gens de mer; le Parlement a alloué pour l'année 1997 les crédits nécessaires pour financer un remboursement d'impôts représentant 20 pour cent de la rémunération brute.

Seuls les gens de mer imposables en Norvège ont droit à ce remboursement. Les montants correspondants sont versés par l'entremise des employeurs.

Il peut être effectué un remboursement additionnel allant jusqu'à 50 pour cent pour les élèves officiers, 100 pour cent pour les officiers subalternes et 150 pour cent pour les apprentis. Autrement dit, le remboursement maximum pour ces différents grades peut atteindre 30, 40 ou 50 pour cent respectivement de la rémunération brute.

Le programme est applicable à la condition que le navire ne puisse prétendre à aucune autre catégorie de subvention.

Il a en outre été exigé du monde maritime une contribution entraînant une réduction des coûts d'une ampleur équivalente à celle du remboursement d'impôts.

2. Prière d'indiquer pour chaque subvention l'objectif général qui la justifie.

Le principal objectif du programme est de préserver et de promouvoir les activités du monde maritime norvégien en général et plus particulièrement l'emploi des marins norvégiens et la formation de nouveaux matelots et officiers.

3. Prière d'indiquer s'il est possible, dans le cas de votre pays, d'obtenir des renseignements permettant de distinguer les subventions accordées pour des services des subventions accordées pour des produits, par exemple lorsqu'une société fabrique des produits et fournit également des services.

Sans objet.

4. Prière d'indiquer la forme de chaque subvention (avantage fiscal, prêt, don, etc.).

Dons.

5. Si cela n'a pas déjà été fait, prière d'indiquer quels secteurs peuvent bénéficier de la subvention et/ou de fournir une estimation du nombre d'entreprises ayant droit à la subvention.

Environ 9 000 gens de mer employés par 300 entreprises à bord de 500 navires.

6. Prière d'indiquer les critères d'admission au bénéfice des subventions (lieu d'implantation, nationalité, destination de la production, ou toute autre condition).

La subvention est accordée aux gens de mer à condition qu'ils soient imposables en Norvège, et qu'un certain nombre d'autres membres de l'équipage le soient aussi.

7. Prière d'indiquer comment la subvention est calculée (en fonction de la production, des exportations, sur une base fixe ou variable, etc.).

La subvention est calculée en pourcentage de la rémunération brute; voir réponse à la question 1.

8. Veuillez spécifier tous les délais en rapport avec les subventions susmentionnées.

La durée n'a pas été précisée.

9. Veuillez indiquer toutes les disciplines relatives aux subventions qui sont déjà observées dans le cadre d'accords régionaux.

Le programme a été notifié à l'Autorité de surveillance de l'AELE conformément aux dispositions relatives aux aides de l'Etat de l'Accord sur l'EEE.

10. Si ces renseignements sont disponibles, les Membres peuvent envisager d'indiquer:

a) Le montant unitaire de la subvention ou les dépenses annuelles totales relatives à chaque subvention accordée

La subvention représente 20 pour cent de la rémunération brute et peut être portée à 30, 40 ou 50 pour cent pour certaines catégories de bénéficiaires; voir réponse à la question 1. Le montant total des dépenses dépendra du nombre de candidats remplissant les conditions requises mais, à titre d'indication, 414 millions de couronnes norvégiennes ont été réservées aux fins du programme pour l'exercice budgétaire 1997.

b) Des données statistiques indiquant les effets des subventions sur le commerce des services pour les secteurs ou les activités concernés

On ne dispose d'aucune donnée statistique indiquant les effets de la subvention sur le commerce des services.